

Bulletin d'histoire politique

**Andrée Ferretti et Gaston Miron, Les grands textes
indépendantistes, Montréal, L'hexagone, 1992, 497 p.**

Louise Brouillet



Volume 1, numéro 2-3, printemps 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063199ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063199ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brouillet, L. (1993). Compte rendu de [Andrée Ferretti et Gaston Miron, Les grands textes indépendantistes, Montréal, L'hexagone, 1992, 497 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 1(2-3), 71–72. <https://doi.org/10.7202/1063199ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

fut le cas par exemple sous les gouvernements pendant les gouvernements Diefenbaker et Clark. Weaver semble ici mal connaître l'histoire du Canada. Avons-nous en effet été si mal défendus pendant ces courtes périodes de sous-représentation? Certainement pas moins que lors de la Crise d'octobre 1970 alors que le Québec était surreprésenté au Fédéral! Ou en 1982, alors que sur les 75 députés venant du Québec, un seul n'était pas du parti majoritaire. Cela n'a en effet pas empêché le rapatriement de la Constitution de se faire contre la volonté et du gouvernement et de l'opposition au Québec. Le défaut de Weaver - un défaut bien connu - est d'oublier que CE PAYS EST UN ÉTAT BINATIONAL.

Heureusement, les autres co-auteurs du livre aideront à nous rapprocher de l'heure juste, du moins du côté des deux Canadiens-anglais. Par contre, en se voulant rassurant, le texte de Stéphane Dion ajoute encore plus à la confusion. Depuis 1990, trois facteurs auraient permis la remontée de l'idée "sécessionniste" au Québec : le complexe "Disparaître", une plus grande assurance des Québécois et le sentiment de rejet de la part des Canadiens anglais. Avec le temps, les deux derniers facteurs auraient tendance à s'éroder et seul le complexe "Disparaître" risquerait de contribuer à l'accroissement de la fièvre séparatiste. Et pour faire baisser la température, le docteur Dion suggère au Canada anglais d'accorder au gouvernement du Québec le pouvoir exclusif de légiférer en matière de langue. Curieux, lors du dernier référendum, la cure était moins forte et notre docteur ne s'en est pas offusqué. Bien au contraire!

Ancien conseiller de Premier Ministre à Ottawa, Andrew Stark nous livre un texte complètement en contrepoint de celui de Dion : le nouveau nationalisme canadien ne peut avoir qu'un effet de butoir pour le nationalisme québécois. Pourquoi? Parce qu'il s'alimente à quatre sources idéologiques tout aussi centralisatrices les unes que les autres : la pensée de Pierre Trudeau, l'interventionnisme étatique canadien, l'idéologie "égalitaire" du Reform Party et la Charte des droits et libertés.

Aucun accommodement n'est donc possible et il incombera à un professeur de l'université Queen de planter le dernier clou au cercueil. Keigh Banting propose divers scénarios de l'après-proclamation d'indépendance. Il se demande d'abord avec qui négocierait le Québec. Sûrement pas avec un gouvernement fédéral qui détiendrait sa majorité par le nombre de voix qu'il aurait obtenu au Québec. Ou dont le chef serait québécois. Banting semble s'inscrire dans la ligne de pensée d'un certain courant universitaire canadien-anglais qui veut qu'en plus de la répartition des actifs et des passifs, la question des frontières du nouvel État soit nécessairement à l'agenda des négociations. Il pense - ou il suggère, c'est selon - que des Comités "No-Go" se formeront

dans les comtés anglophones du Québec. Il analyse ensuite les implications que l'indépendance du Québec aurait sur la politique extérieure des États-Unis. À ce niveau d'analyse, le lecteur aurait d'avantage intérêt à lire **Negotiating with a Sovereign Québec**. Le travail y est plus exhaustif et surtout plus objectif parce que les auteurs y ont abordé le sujet...moins à reculons !

*Claude G. Charron
Étudiant - maîtrise
Science politique
UQAM*

Andrée Ferretti et Gaston Miron, **Les grands textes indépendantistes**, Montréal, L'hexagone, 1992, 497 p.

L'ouvrage de Miron et Ferretti a pour principale qualité de nous offrir, pour une première fois au Québec, une panoplie exhaustive de textes indépendantistes couvrant une large période: de 1774 à 1992. Il rassemble des fragments d'oeuvres collectives ou individuelles publiés sous formes d'articles de journaux, de manifestes et de discours tournant autour de la question nationale. Plusieurs de ces écrits sont restés jusqu'à ce jour inconnus du grand public, en particulier ceux contenus dans le chapitre **Jalons pour la mémoire** où des auteurs peu fréquentés par la jeune génération ont laissé leur trace par des textes d'une grande éloquence.

Cela dit, on pourrait reprocher au recueil de nos deux militants indépendantistes d'avoir des allures d'auberge espagnole dès lors que toutes les tendances idéologiques y sont représentées sans distinction. Ainsi se cotoient les Louis-Joseph Papineau, Jules Tardivel, Joseph Bruchard, Lionel Groulx et Paul Bouchard.

Il nous semble souhaitable de rectifier une légère erreur historique dans la présentation de la déclaration de lancement du Parti Indépendantiste (P.I.) en page 218. De fait, contrairement à ce qui en est dit, le P.I. ne fut pas créé par les ministres et les députés démissionnaires du P.Q. et leurs sympathisants, mais est né en 1985 de la scission des membres du Parti Nationaliste (P.N.) fondé par Marcel Léger et dirigé, à cette époque, par Denis Monière. Face au refus du ministre péquiste Marcel Léger de former une aile québécoise du P.N., des membres dissidents fondèrent le P.I. Les têtes dirigeantes du P.I. ne comptèrent en réalité qu'un seul député péquiste, Pierre de Bellefeuille, de la circonscription de Deux-Montagnes. Denis Monière et Gilles Rhéaume étant issus du milieu universitaire et nationaliste. Les auteurs veulent probablement parler du R.D.I. (Ralliement démocratique pour l'indépendance), mouvement (et non un parti politique) qui fut créé à la suite de la rupture avec le P.Q. des souverainistes radicaux tels Jacques Parizeau, Denis Lazure, Camille Laurin, etc., et dont la présidente

fondatrice fut la députée des Iles-de-la-Madeleine, Denis Leblanc-Bantey. Mentionnons en dernier lieu que, malgré plusieurs tentatives de rapprochement, le P.I. et le R.D.I. ne réussirent jamais à s'entendre sur une plate-forme commune. Le R.D.I. disparut lors de l'arrivée de Jacques Parizeau à la tête du P.Q. alors que le P.I. survécut jusqu'en 1990, avec Gilles Rhéaume pour chef.

Au-delà de cette inexactitude historique, cette anthologie dont les textes sont inévitablement brefs, a les défauts du genre. Fait étonnant, on ne retrouve pas dans la bibliographie sélective tous les ouvrages d'où les textes de l'anthologie ont été puisés et inversement on retrouve des auteurs dont les textes n'ont pas été retenus.

*Louise Brouillet
Étudiante au doctorat
Science politique
UQAM*

Roch Denis et Serge Denis, **Les syndicats face au pouvoir: syndicalisme et politique au Québec de 1960 à 1992**, Ottawa, les Éditions du Vermillon, 1992, 196 p.

L'ouvrage de Roch et Serge Denis se fixe comme objectif de dresser un bilan de l'évolution récente du syndicalisme au Québec dans une perspective organisationnelle et politique. Couvrant la période de 1960 à 1992, les auteurs retracent le développement des organisations syndicales au cours de la Révolution tranquille, analysent les rapports entre les syndicats et le gouvernement du Parti québécois, examinent la remise en question syndicale causée par la crise économique du début des années 1980, établissent une comparaison entre le comportement politique des syndicats québécois et ceux du Canada anglais et étudient la signification politique des positions syndicales québécoises orientées vers un soutien à l'idée de l'indépendance du Québec.

À mon avis, ce livre n'innove pas vraiment en traitant de la problématique de l'action politique syndicale. Si elles n'en font pas un objet d'analyse spécifique, d'autres contributions abordent cette problématique. Toutefois, ce livre a le mérite incontestable de produire une forme de synthèse des connaissances acquises dans le contexte québécois et d'apporter un regard neuf en ce qui concerne la seconde moitié des années 1980. L'analyse comparative que font les auteurs du comportement politique des syndicats québécois et des syndicats canadiens est particulièrement intéressante.

L'ouvrage suscite suffisamment d'intérêt pour en critiquer la timide longueur. Il pouvait comporter facilement une trentaine de pages supplémentaires qui auraient notamment permis de justifier le fait que la Centrale des syndicats démocratiques soit exclue de l'analyse et de mieux diversifier les sources de

données secondaires employées. Bref, ce livre représente une contribution de valeur concernant une des dimensions du mouvement ouvrier et il mérite, à ce titre, d'être consulté.

*Paulo Picard
Science politique
Université de Montréal*

Louis Fournier, **Louis Laberge: le syndicalisme c'est ma vie**, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1992, 418 p.

L'ouvrage de Louis Fournier raconte l'histoire de la vie passionnante et mouvementée de Louis Laberge, leader syndical bien connu, qui a fait du syndicalisme pendant une cinquantaine d'années et qui a été, pendant 27 années, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la plus importante centrale syndicale québécoise. De son enfance à son départ de la FTQ, Fournier nous dévoile les grandes étapes de la vie de cet homme et nous le fait découvrir sous un jour nouveau.

Ce livre constitue une contribution de grande qualité pour le lecteur ou la lectrice qui, d'entrée de jeu, s'intéresse au phénomène du syndicalisme québécois. L'ouvrage est très bien documenté, l'auteur s'étant entretenu durant de longues heures avec Louis Laberge, et aussi grâce aux nombreux témoignages d'environ 60 patrons, politiciens et syndicalistes qui ont bien connu Laberge.

Le lecteur et la lectrice ne portant pas un grand intérêt aux questions syndicales, ou faisant preuve d'une profonde méconnaissance de l'histoire récente du Québec, risque de ne pouvoir apprécier le livre à sa juste valeur. Les mises en contexte qu'il comporte ne font pas toujours l'objet d'un développement suffisamment détaillé pour ce type d'individus. Le livre mérite malgré tout d'être consulté et j'en recommande même fortement la lecture.

*Paulo Picard
Science politique
Université de Montréal*

Robert Comeau et Michel Lévesque, **Partis politiques et élections provinciales au Québec. Bibliographie rétrospective (1867-1991)**. Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1992, 398 p. (Bibliographie et documentation, no 42).

Ce répertoire présente la bibliographie québécoise sur les partis politiques et les élections provinciales au Québec en quatre chapitres correspondant aux interpellations de la plupart des chercheurs intéressés par l'histoire politique du Québec: **Les partis politiques québécois, les partis de gouvernement, les tiers partis et les élections provinciales au Québec de 1867 à 1989**. Deux annexes fournissent au débutant une liste de tous les partis